

TRIBUNE

Hérauld Museau
ingénieur agronome

Christian de Perthuis
Economiste

Haïti : « Pour échapper à la catastrophe alimentaire qui menace, il est crucial de miser sur les filières agricoles locales »

Du fait du chaos politique, la majorité du territoire est désormais classée en situation de crise alimentaire grave par les organisations internationales, alertent des représentants de l'ONG Agrisud International, l'ingénieur agronome Hérauld Museau et l'économiste Christian de Perthuis, dans une tribune au « Monde ».

Publié le 11 décembre 2024 à 20h00 | 🕒 Lecture 3 min.

Rapides durant les années 2000, les progrès de la lutte contre la faim dans le monde se sont interrompus au-milieu de la décennie 2010. Sur la période récente, le nombre des victimes de la faim est même remonté de 580 à 730 millions de personnes entre 2019 et 2023, d'après la FAO.

Cette régression n'est pas due à un déficit global de production agricole. Il résulte de la multiplication des barrières pour accéder à l'alimentation : épidémie de COVID, durcissement des conditions climatiques, montée des inégalités, renchérissement des produits de base...

Quand des conflits armés s'additionnent à ces facteurs globaux, la situation vire à la catastrophe alimentaire. C'est le cas aujourd'hui au Soudan ou à Gaza. On en est très proche à Haïti où la majorité du territoire est désormais classée en situation de crise alimentaire grave par les organisations internationales.

Le chaos politique

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, l'instabilité politique chronique du pays n'a cessé de s'aggraver. Le siège présidentiel est resté vacant. Le premier ministre Ariel Henry, de facto en charge de l'exécutif, n'a pas endigué la guerre des gangs. Sa démission forcée en avril 2024 a transformé l'instabilité en véritable chaos politique.

Pas moins de trois premiers ministres se sont depuis succédés depuis avril, sur fond d'accroissement du pouvoir des gangs. Initialement basés dans certains quartiers de Port-au-Prince, ces organisations contrôlent désormais 70% de la capitale. Leurs attaques ont conduit à plusieurs interruptions totales du trafic aérien et affectent massivement l'activité portuaire. Sur les 10 départements du pays, 4 sont sous leur influence directe.

Prise en étau entre les différentes factions armées, une part croissante de la population est contrainte à des déplacements forcés. Plus de 700 000 Haïtiens (6% des habitants) ont été contraints de se déplacer, fuyant les zones de combat. Certains restent bloqués dans des camps situés à proximité de la capitale. D'autres parviennent à rejoindre les départements du nord et du sud, moins touchés par la montée de la violence

La crise alimentaire

D'après le Programme alimentaire mondial, un peu moins de 5,5 millions de Haïtiens, la moitié de la population, sont en situation d'insécurité alimentaire, dont 2 millions en situation critique. Quatre barrières, toutes directement liées au chaos politique, bloquent l'accès du plus grand nombre à la nourriture.

- Six années consécutives de récession économique ont en premier lieu réduit drastiquement le pouvoir d'achat de la majorité de la population. La Banque Mondiale estime qu'environ 40% des Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté (2,15 dollars par jour). Dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, les plus affectés par la violence des gangs, plusieurs centaines de milliers de déplacés sont privés de tout moyen de subsistance.

- Face à cette montée de la pauvreté, les denrées alimentaires de base sont de plus en plus coûteuses, à l'image du riz, la ressource alimentaire la plus consommée du pays, importé à 80% des Etats-Unis. Le prix d'achat du riz a fait la culbute ces dernières années du fait des multiples obstacles à son acheminement.

- La fermeture de la frontière terrestre avec la République Dominicaine et la chute des activités portuaires limitent drastiquement les importations de produits alimentaires, y-compris ceux destinés aux aides d'urgence. La détérioration sécuritaire entrave également la circulation des marchandises par route à l'intérieur du pays. Du fait de la faiblesse des infrastructures de stockage, cela accroît les pertes de produits agricoles qui pourrissent au-lieu d'être acheminés vers les foyers de sous-nutrition.

- Dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, l'insécurité affecte enfin directement l'offre agricole. De nombreux producteurs ont été contraints de réduire leurs emblavements du fait des pénuries ou du renchérissement des intrants agricoles, sans oublier les menaces directes sur la sécurité des personnes.

Pour éviter que la crise alimentaire ne se transforme en catastrophe, il faut à court terme rétablir des conditions de sécurité permettant d'accroître les aides d'urgence et de casser l'inflation alimentaire. Mais c'est loin d'être suffisant. Il faut également renforcer les actions de soutien aux producteurs agricoles pour accroître leur résilience et sécuriser les filières d'approvisionnement locales.

La résilience des systèmes agricoles

La majeure partie des départements du nord et du sud ont été relativement épargnés par l'activité des gangs. En revanche, ils ont dû faire face à l'arrivée d'une bonne partie des déplacés internes fuyant la région de Port-au-Prince.

Dans ces zones de petites structures agricoles, les exploitations ont fait preuve d'une grande capacité de résilience, ce qui a permis d'éviter un effondrement de l'offre agricole en dépit des difficultés d'approvisionnement en intrants et de la désorganisation des filières de commercialisation. Cette continuité des activités agricoles limite l'impact de la récession économique sur les ressources des familles et amortit la montée de l'insécurité alimentaire.

Pour sortir des engrenages actuels et échapper à la catastrophe alimentaire qui menace, il est crucial de miser sur le développement de ces filières agricoles locales. C'est le sens de l'engagement des acteurs du développement agricole qui restent mobilisés, dans des conditions souvent très difficiles, auprès des producteurs pour assurer, aujourd'hui, la continuité de leurs activités et, demain, la reconquête de la sécurité alimentaire du pays.